De la coopération des territoires au consensus médiatique. L'exemple du traitement médiatique d'événementiels culturels par la presse régionale

From Territorial Competition to Media-Wide Consensus: An Analysis of Cultural Events Covered by the Local Press

Valérie Croissant et Bénédicte Toullec

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/3238>

DOI : 10.4000/edc.3238

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 97-114

ISBN : 978-2-917562-06-2

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Valérie Croissant et Bénédicte Toullec, « De la coopération des territoires au consensus médiatique. L'exemple du traitement médiatique d'événementiels culturels par la presse régionale », *Études de communication* [En ligne], 37 | 2011, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/3238> ; DOI : 10.4000/edc.3238

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

De la coopétition des territoires au consensus médiatique. L'exemple du traitement médiatique d'événementiels culturels par la presse régionale

From Territorial Competition to Media-Wide Consensus: An Analysis of Cultural Events Covered by the Local Press

Valérie Croissant et Bénédicte Toullec

- 1 Le développement voire l'injonction de coopération territoriale, la concurrence médiatique accrue et le non-renouvellement de son lectorat constituent des facteurs importants amenant la Presse Quotidienne Régionale (PQR) à renégocier sa place au sein de l'espace local. A cet échelon, les conditions de « l'être ensemble » connaissent des évolutions dans un contexte où les logiques de gestion, les logiques technologiques prendraient le pas sur les dimensions politiques et sociales. Marqués par ces évolutions, les médias locaux (tels la PQR) sont contraints à redéfinir leur position et leur stratégie. La restructuration de ces espaces est portée par les volontés et discours politiques et relayée par les intérêts économiques. On peut alors s'interroger sur les processus de (re-) construction des territoires par les médias. Du passage d'un modèle d'administration territoriale républicaine à l'affirmation du système politico-administratif local (Mabileau, 2000) jusqu'à l'organisation-projet dominée par des problématiques gestionnaires (notamment accompagnée par le renforcement du poids du marketing territorial), les médias sont donc amenés à redéfinir leur rôle.
- 2 Il s'agit alors de comprendre non seulement les changements de position de la presse quotidienne régionale au sein des territoires tels qu'ils sont définis et orchestrés aujourd'hui mais également l'incidence que l'administration de ces territoires peut avoir

dans la co-construction des faits sociaux, ici la représentation de la Ville et des territoires. L'étude d'un événementiel culturel, *Nancy 2005, le Temps des Lumières*, offre un socle intéressant pour interroger cette construction du territoire et de ses représentations à travers l'analyse de contenu de deux médias locaux. Cet intérêt est renforcé par les différents volets de ce triptyque, offrant un socle comparatif intéressant, alors que la troisième partie portant sur la Renaissance va se dérouler en 2012. L'étude du traitement médiatique de ce type d'événementiel culturel s'explique par le poids que la culture a acquis dans le nord-est de la France, outil de revalorisation d'un territoire dans une région dominée jusqu'à il y a peu par l'industrie ouvrière et minière (Gellereau, 2003). Elle se présente également comme un support idéal pour mobiliser des acteurs et des publics différents dans des dynamiques territoriales en plein essor. L'événementiel (entendu au sens « d'objet » comprenant l'organisation d'événements – culturels –, mais également de tout ce qui leur est périphérique : activité marketing, etc.) ainsi que les titres de presse étudiés se situent dans le cadre du Groupement européen de coopération territorial (GECT) grandrégional¹. Les relations entre les acteurs territoriaux de cet espace pourraient être qualifiées de coopétition : coopération nécessaire en raison de structures collaboratives en formation, et compétition liée au développement de structures culturelles uniques au sein du même espace (exemple du Musée d'Art Moderne du Luxembourg, du Centre Pompidou à Metz). Les événementiels culturels de durée annuelle se sont multipliés dans cet espace, orchestrant ainsi le développement d'une offre culturelle dans l'objectif de renforcer l'attractivité d'un territoire et de conforter le sentiment d'appartenance de ses citoyens. Par ailleurs, *Nancy 2005, le Temps des Lumières* constitue la deuxième partie d'un triptyque événementiel visant à saluer l'achèvement de travaux de restauration de la ville de Nancy. L'attachement à la ville de Nancy n'empêche pas de concevoir cet événementiel sur un territoire élargi puisque *Nancy 2005* rayonne au-delà de la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Les spécificités de ce type d'événementiel en termes de temporalité (longue durée), de communication (constante), de montage organisationnel (complexe) nous poussent à interroger la manière dont la PQR traduit les événements culturels et en rend compte auprès des différentes parties prenantes. Quelles images des territoires construit-elle par le biais de cette mise en manifestation de la culture ?

- 3 L'analyse porte sur un corpus de plus de 400 articles concernant *Nancy 2005* permettant ainsi d'identifier les caractéristiques de la médiatisation de cet événementiel : d'un point de vue quantitatif en évoquant le nombre d'articles publiés sur cet événementiel, mais également d'un point de vue qualitatif en analysant le contenu et la forme de ces mêmes articles (thématiques, angle, taille, rubrique, photographies).
- 4 Les principaux titres français étudiés sont l'*Est-Républicain* et le *Républicain lorrain*. Le *Républicain lorrain*, sous-titre à l'origine du *Metzer Freies Journal*, est un quotidien né le 19 juin 1919 en Moselle dont le rôle linguistique était alors une priorité pour son créateur, Victor Demange. Le journal était alors bilingue dans un espace mosellan redevenu par la suite français. Ce titre se veut alors « libre, indépendant, républicain » (Launay, 1981, 903). De son côté, l'*Est Républicain* a été fondé par l'anti-boulangiste Léon Goulette en 1889. Les tensions, notamment territoriales, plus ou moins vives existant entre l'*Est Républicain* et le *Républicain lorrain* – en témoignent les rivalités du Pays-haut (Mercier, 1990) – n'ont cessé qu'à partir de l'accord conclu en novembre 1971, mettant fin à ce qu'Hélène Boulanger qualifiait de « joutes territoriales » (Boulanger, 2006). Il n'en demeure pas moins que les cartographies récentes de leurs zones de diffusion ne doivent pas masquer la dynamique

des territoires médiatiques qui ont pu s'étendre au delà des zones actuelles. Ainsi, l'*Est Républicain* a ouvert un bureau à Arlon en Belgique et s'est étendu au Luxembourg au début du XX^e et s'est rapproché de Télé Luxembourg en 1961 et 1968 (Mercier, 1990). De son côté, le *Républicain lorrain* a ouvert une édition au Luxembourg (transformée en 2001 en un nouveau titre *Le Quotidien*, fruit de la collaboration du *Républicain lorrain* et d'Editpress Luxembourg SA au sein de la société Lumédia).

- 5 La première partie, interrogeant certaines évolutions des phénomènes de territorialisation, permettra dans un second temps d'analyser le rôle de la PQR dans cette triade espace/culture/presse quotidienne régionale. Il s'agit donc de qualifier le traitement médiatique effectué au niveau de ces événementiels culturels, et de constater de quelle manière les médias opèrent un travail de valorisation du territoire.

Une territorialité réinventée ?

- 6 La relativité de cette notion qu'Yves Stourdzé avait surnommé « O.L.N.I. » – Objet Local Non Identifié – (in Sfez, 1977) mérite d'être soulignée à travers la tension existant à l'heure actuelle entre différentes notions que sont : le territoire, l'espace, le réseau, le point, le nœud... L'articulation de forces centripètes – telles que celles portées par les pôles urbains (principalement dues aux économies de localisation et aux économies d'urbanisation)² – à une réalité spatiale étendue n'est pas sans poser question. La coopération des « territoires » semble refléter la superposition de ces points de vue, le quattropole (réseau des villes de Sarrebrück, Metz, Luxembourg, Trèves) se juxtaposant à l'espace grandrégional. Cette tension se retrouve également à travers l'organisation des rédactions journalistiques. Mais le territoire entendu comme appropriation de l'espace par l'homme pose également d'autres questions... Alain Bourdin définissait ainsi la localité comme une entité hétéroclite : « *La localité n'est parfois qu'une circonscription découpée par une autorité, en vertu des principes qui vont de l'histoire à des critères purement techniques. Dans d'autres cas, elle exprime la proximité, la rencontre quotidienne, dans d'autres encore l'existence d'un ensemble de spécificités sociales, culturelles fortement partagées...* » (Bourdin, 2000, 15). C'est cette articulation complexe entre des découpages territoriaux disparates tant du point de vue administratif que médiatique qui justifie de se focaliser sur le rôle de médiation du journal local.

Une virtualisation du rapport au territoire ?

- 7 Comme évoqué en introduction, la proximité géographique, souvent assimilée à la distance sociale, ne figure plus comme facteur central de la sociabilisation. Les flux d'individus accrus par l'impératif de mobilité professionnelle et la montée de l'individualisme de masse rendraient ce lien social plus ténu. Les évolutions technologiques figurent également comme autre facteur de cette situation de co-existence au sein d'un même lieu. L'être ensemble peut s'émanciper d'échanges directs, les prothèses technologiques nous accompagnant quotidiennement nous permettant alors d'entretenir nos réseaux sociaux à distance (Casilli, 2010). La dimension locale deviendrait de plus en plus fonctionnelle. Les perspectives de développement de services pratiques par les médias renvoient à cette dynamique, tout en jouant – parallèlement – sur cette proximité, facteur de rentabilité. Les city guides culturels et autres city magazines illustrent cette tendance. Historiquement, le lien social, le sentiment

d'appartenance territoriale présupposaient la proximité. A l'heure actuelle, sans toutefois disparaître, ils ont l'occasion de s'incarner dans d'autres types de dispositifs à distance. La presse quotidienne régionale est donc amenée à réinterroger ses propres dispositifs de médiation du territoire historiquement ancrés dans une certaine définition du territoire, de son découpage. Les titres étudiés ne révèlent toutefois pas de dispositifs spécifiques (outre un site Web que l'on peut qualifier de classique), comparativement aux city guides proposés par d'autres titres (exemple du site Maville.com dans le cas de *Ouest-France*).

L'injonction de coopération

- 8 D'un point de vue politique, les territoires définis par les différents échelons des collectivités territoriales sont également en train d'être redessinés. La perspective de la désignation en mars 2014 des conseillers territoriaux (remplaçant les conseillers régionaux et départementaux actuels) sonne alors le glas d'un fonctionnement familial depuis plus de 30 ans. Aussi, lorsque Bruno Raoul (2003) décrit la succession de gouvernance passée d'un niveau macro (national) à un niveau micro (local), niveau de l'expérience quotidienne privilégié à partir des années 60, il évoque également le passage à un échelon méso. Ce niveau est celui de la coopération entre des institutions d'échelons différents, permettant à ces territoires d'accéder à une visibilité ou une taille nécessaire pour exister (les eurorégions, la Grande Région dans ce cas-ci, ou le Sillon lorrain dans le cas de Nancy). Les difficultés rencontrées par l'État pour modifier les échelons territoriaux (échec de la fusion des communes dans les années 1970, tension autour de la disparition des départements, etc.) révèlent des difficultés tant politiques (stratégies des hommes politiques) que sociales (attachement symbolique et peut-être surtout inconditionnel à un échelon territorial fédérateur). La taille critique à adopter pour pouvoir exister au sein d'un espace toujours plus concurrentiel repose sur le niveau de nodalité d'un territoire. Ces coopérations territoriales, basées sur une conception de l'organisation-projet, offrent la voie la plus adaptée pour répondre à cet impératif d'existence. Elles permettent également de combiner la nécessité symbolique de maintenir des conditions d'être ensemble déjà fortement travaillées par les mouvements migratoires de la population et le rapport d'ubiquité technologique supposé remettre en question le rapport de l'individu à l'espace. Cette coopération crée par ailleurs une forme d'interdépendance entre les acteurs qui traditionnellement pouvaient être en concurrence frontale, notamment les villes.
- 9 Cette injonction de coopération suppose toutefois une tension entre d'un côté l'espace fonctionnel, vécu au quotidien, dans une vision du calcul optimal de sa gestion par les administrations et de l'autre côté l'espace symbolique, celui qui porte toute une histoire, des valeurs et des symboles partagés. L'intérêt de l'événementiel étudié tient de la volonté de faire se concilier ces deux dimensions. L'espace est vécu, les habitants, les visiteurs sont amenés à s'impliquer dans les événements culturels. En participant à l'événementiel, l'individu est conduit à intégrer les valeurs qui y sont transmises et à en devenir un vecteur. Cette dualité est facilitée à l'échelon local et le traitement médiatique reflète ces deux dimensions, tant du point de vue de l'invitation à parcourir le territoire pour accéder aux différentes manifestations du programme que dans les différents portraits d'habitants nancéiens ou de photographies de participants aux activités culturelles proposées.

- 10 La logique de l'organisation-projet conduit à mobiliser différentes ressources au sein du territoire. Les médias font partie des ressources à solliciter, contribuant de par leur production et de par leur statut à la mobilisation des autres acteurs membres du territoire. Ils témoignent en même temps de l'existence de ce projet tant du point de vue interne (miroir) que du point de vue externe (fenêtre). La dynamique des coopérations territoriales et leur jeu de dépendance les placent alors dans une situation délicate vis-à-vis des acteurs. Cette situation l'est d'autant plus que la nature même de l'organisation-projet conduit à la mise en avant de logiques fonctionnelles au mépris de « *pratiques de négociation et de construction de véritables compromis sociaux locaux* » (Gilly et Perrat, 2003). Dans cette configuration, la presse locale se place en tant que ressource de valorisation des actions, des acteurs d'un territoire complexe, mouvant au gré des projets, mais aussi comme moteur de la mobilisation d'autres ressources (habitants, associations, entreprises...).

L'articulation presse/territoire

- 11 Historiquement, la presse locale a endossé un rôle de structuré/structurant des relations au sein d'un même territoire. Structuré, car historiquement, les zones dont dépend le journal sont partiellement influencées par les techniques : tant du point de vue de la transmissions des informations que de l'amélioration des techniques de conception et de production des journaux ou bien de l'amélioration des techniques de distribution/de diffusion de la presse. Ces zones recoupent également des bassins socio-économiques, bassins de vie et bassins d'emploi, tout en subissant des variations liées à quelques zones de concurrence résiduelles (les accords entre l'*Est Républicain* et le *Républicain lorrain* ont pu laisser quelques zones de tension mineures) ou répondant à certains enjeux économiques (fermetures ou regroupement d'éditions). Ces évolutions peuvent également être liées à une influence politico-administrative car les journaux sont amenés à suivre les tracés évolutifs des différents échelons administratifs (processus de décentralisation révélant progressivement l'importance des régions en 1982, le développement des coopérations intercommunales, etc.).
- 12 Structurant, car en délimitant certaines « frontières », notamment à travers ses rubriques, la PQR contribue au processus d'appropriation de l'espace par son lectorat. Cette articulation peut alors faire coexister des territoires dont certaines zones étaient fondées sur des capacités de déplacement – les distances parcourues pour pouvoir diffuser le journal³ – qui aujourd'hui ne sont plus aussi opérantes. Elles renvoient par ailleurs à ce qu'Albert Mabilleau (2000) qualifiait de principe d'optimum territorial, ici entendu comme la recherche de la zone de diffusion la plus pertinente au regard de l'articulation des capacités de production et de distribution, de la réalité du marché publicitaire (et d'annonces) et enfin de la réalité du lectorat.

Une médiatisation consensuelle

- 13 Si la presse joue aussi bien ce rôle de miroir et de fenêtre au sein du territoire local, sorte de partition de l'organisation projet, elle adopte par cela-même une posture de médiation consensuelle. Comme vu précédemment, cette posture n'est pas récente : Jean-Marie Launay (1981) en témoignait déjà lorsqu'il évoquait la velléité de neutralité, d'impartialité, d'objectivité de l'*Est Républicain* dans son traitement des questions de

politique intérieure en 1946-47. Toutefois, les facteurs actuels permettant d'expliquer cette situation ne sont pas liés à la volonté de fédérer des lectorats d'opinions différentes, mais se situeraient plutôt du côté de l'évolution du rôle de la presse dans une administration politique en mutation. Cette pratique du consensus médiatique du point de vue événementiel se traduit par des pratiques discursives récurrentes. Ainsi, seuls 20 articles critiques (positifs ou négatifs) ont été identifiés reprenant par exemple au sein de la rubrique « Points chauds », des comptes rendus de conseils municipaux, évoquant des propos des membres de l'opposition ou faisant mention de tensions avec certains acteurs, comme le cirque Pinder momentanément délogé pour les besoins de la manifestation culturelle.

Les événementiels culturels comme stratégie de différenciation territoriale

- 14 Le territoire local reste soudé par deux dimensions : son aspect symbolique et sa pratique au quotidien, à savoir l'appropriation de l'espace par l'individu. Le nord-est de la France illustre bien ces deux dimensions comme l'indique l'exemple des deux types de coopérations territoriales orchestrées à travers *Nancy 2005, le Temps des Lumières*. L'arrivée du TGV en 2007 a probablement eu un impact sur les bassins nancéiens et messins en plaçant Paris à environ 1h30 de chaque ville, relativisant des distances et espaces géographiques qui structuraient le territoire et la relation entre les médias et ce même territoire. Cette relativisation de l'espace vécu conduit ainsi à repenser la notion de territoires et ses usages. Si celle-ci peut évoquer un espace vécu selon Frémont (Raoul, 2003, 18), les dynamiques territoriales conduisent à « passer » d'un territoire à un autre, tout en restant au sein d'un même lieu : l'individu est rattaché à de nombreuses sous-identités et/ou différents échelons territoriaux au même endroit (quartier, ville, communauté urbaine, département, région).
- 15 Cette distinction doit être rappelée et soulignée car l'affichage effectué dans les événementiels culturels, tout en mettant en avant une ville, témoigne du rôle emblématique qu'elle occupe au sein d'un territoire élargi. Michèle Gellereau (2003), en soulignant le rôle de Lille au sein de l'Eurorégion, évoque cette métonymie officiellement affichée. Aussi, *Nancy 2005*, tout en s'arrêtant du point de vue de la « marque » aux frontières administratives de la ville, s'en émancipe pour s'étendre dans des espaces plus ou moins éloignés (à Lunéville, par exemple) témoignant – discrètement – d'un rayonnement dont le passé historique légitimerait l'existence, mais révélant également des ambitions vécues comme impératifs par la compétition territoriale actuelle.
- 16 Cette complexité territoriale révèle alors les tensions existant à chaque échelon : les stratégies d'acteurs révélant parfois des ambitions plus personnelles ou politiques, des stratégies de gouvernance reflétant alors des dynamiques territoriales d'équilibres : la coopération grandrégionale relèverait plus de l'injonction institutionnelle que d'une véritable co-construction portée par les individus eux-mêmes. Ces tensions demeurent toutefois peu évoquées d'un point de vue médiatique, les rubriques locales servant davantage de marqueur.

Une logique de blitz... sur le long terme

- 17 La valorisation de ces actions culturelles conduit à évoquer la logique de blitz, qui est un principe publicitaire définissant une forte présence médiatique sur une courte durée. Il est évident que, pour l'événementiel culturel analysé, cette logique est devenue un impératif constant et paradoxal. Une des preuves, mais aussi des conditions du succès de ces événementiels culturels est une présence intense dans l'espace public médiatique sur une longue période allant jusqu'à plus d'une année (cela constitue d'ailleurs un critère d'évaluation de ces événementiels). Ces « méta-événements » (regroupant tous les événements culturels) incarnés par exemple par les capitales européennes de la culture ou *Nancy 2005* impliquent la diffusion d'un nombre important d'articles sur une durée ici plus qu'annuelle (dépassements sur les années 2004 et 2006 dans le cas de *Nancy 2005*). Si cette occupation, voire monopolisation de l'espace médiatique au sein de la presse locale, est importante, elle connaît des variations conséquentes, encadrées par des pointes événementielles correspondant à des épiphénomènes (l'inauguration de la Place Stanislas, le triangle de Weimar au mois de mai) ainsi qu'à des logiques de marronniers (la Saint-Nicolas, etc.).

Figure 1 : Synthèse du nombre d'articles publiés à propos de *Nancy 2005*, *le Temps des lumières* dans la PQR

- 18 Le caractère contradictoire de la notion de blitz utilisée ici dans le cadre d'un événement de longue durée rend compte de certaines caractéristiques de son traitement médiatique. Le recours à cette notion traduit une difficile adéquation entre le rythme du traitement médiatique de ces événementiels culturels par des quotidiens régionaux et celui des stratégies de communication orchestrées par les services presse et communication. Le journal joue à plein son rôle de caisse de résonance et produit un discours lissé et quelque peu monotone, qui tend plus vers l'agenda culturel que vers la critique culturelle. Si deux pointes sont visibles ici, marquant l'ouverture de la Place Stanislas aux publics (nancéiens, grand nancéiens et extérieurs), la médiatisation de l'événementiel sur le reste de l'année paraît assez régulière.

Une logique de restitution factuelle

- 19 Un constat résultant des articles de presse étudiés rend compte de la dimension principalement factuelle des informations traitant de ces événementiels : agenda culturel, annonces d'événements, présentation des organisateurs ou bien des acteurs de l'événementiel. Plus d'un quart des textes traitant de l'événementiel apparaissent comme des annonces, dans des rubriques type « Agenda » ou « Sortir », donnant les informations pratiques d'accès aux manifestations. Cette tendance descriptive est renforcée dans les autres types de textes, ceux qui constituent des articles ou dossiers à part entière par ce que l'on pourrait appeler la « logique du Guinness book ». Il est fait un usage récurrent, sur la durée de l'événementiel, des données chiffrées privilégiant la dimension inédite de l'exploit : nombre de visiteurs, nombre d'ampoules électriques utilisées, etc. Cet appel aux chiffres, qui pourrait s'avérer discutable, se présente davantage comme incontestable. Seul un article évoque une réunion politique objet d'une polémique politique portant sur le bilan et notamment sur le budget alloué à cet événementiel.
- 20 Cette mise en avant de données chiffrées se constate dans les titres et les articles, relevant alors d'un discours qui s'inscrit dans une logique de concours. Le nombre de pavés sur la Place Stanislas, « *Près de 80 000 plantes piaffent d'impatience dans les serres municipales. 300 000 autres grandissent doucement* » ou le 2 000^e visiteur de telle exposition constituent des sujets d'articles dans lesquels l'anecdotique prévaut sur l'article culturel de fond. La mise en scène de données chiffrées sur l'événement produit un méta-discours qui ne traite plus des contenus des expositions ou du programme mais qui nous parle, quasiment en temps réel, du déroulement lui-même des manifestations. Dénombrer la multitude de visiteurs mettra en avant le succès d'une exposition, alors que le nombre qui recense les associations participant au programme ou la quantité de spectacles prévus nous fera prêter attention à l'ampleur de l'événement. Par la médiatisation, il s'agit de faire la démonstration du succès des manifestations, sans attendre le temps des bilans. L'utilisation des chiffres permet de rationaliser les retombées d'un événementiel dont la logique est avant tout symbolique. Les chiffres impressionnent, même si nous ignorons d'où ils viennent ou ce qu'ils démontrent. Cette homogénéité discursive semble également se présenter comme symbole de l'unité et de la cohésion territoriale à travers les signes quantitatifs de la réussite.

La primauté de l'angle organisationnel

- 21 L'angle du traitement journalistique majoritairement choisi dans le corpus étudié insiste sur la valorisation des compétences et des savoir-faire. Le récit journalistique est donc ici principalement méthodologique voire technique (pour 76 articles). Cet angle permet d'insister une nouvelle fois sur l'exploit et l'importante mobilisation nécessaire à la conduite d'un programme dont tous les détails, et peut-être les moindres, ont été pensés. Cela permet de préparer chaque individu à apprécier une manifestation à chaque fois unique, voire exceptionnelle de par les préparations requises : ce qu'il est important d'apprécier, ce n'est pas seulement le contenu de l'exposition, mais surtout le travail, la mobilisation, les ressources qui ont permis cette réalisation. La surenchère médiatique conduit à mettre en avant des opérations nécessitant le recours à une logistique et à des moyens conséquents. Aussi, on retrouvera des articles traitant des difficultés à produire des œuvres artistiques liées à des commandites, on s'intéresse au travail des ouvriers

préparant le site d'une exposition (site Alstom), ou on soulignera le challenge artistique représenté pour une société d'éclairage public d'illuminer la Place Stanislas, le menu choisi pour le banquet des Lumières... On apprendra ainsi la difficulté et l'enjeu représentés par l'éclairage de la ville (le nombre d'ampoules utilisées, le temps mis pour les installer...). D'un point de vue visuel, ce constat est renforcé par une faible proportion d'images d'exposition ou de manifestations par rapport aux photographies de travaux, de préparatifs ou de personnels à l'œuvre. Se pose ainsi la question de la mobilisation de professionnels pour des opérations souvent sporadiques, renvoyant à la question du rapport coût/bénéfice. On assiste ainsi à une mise en scène journalistique de la performance organisationnelle (Tétu, 1995, 293) qui, en valorisant l'événementiel, concourt par extension à promouvoir les acteurs qui y participent et le territoire qui accueille.

Un traitement valorisant le territoire et « ses usages »

- 22 Le territoire est également donné à voir comme entité dont on peut se révéler fier, de par sa dynamique, de par ses « pôles d'excellence », et de par la faible visibilité d'éventuels désaccords entourant l'événementiel. Cette réalité donnée à voir permet alors à l'événement de passer du statut de fait à celui de mythe, marquant ainsi les esprits et se plaçant alors dans une durée plus historique. La logique à l'œuvre dans *Nancy 2005* est tout d'abord métonymique, à savoir représenter la ville par l'un de ses éléments (ici la Place Stanislas). La rénovation de la Place Stanislas a été le point symbolique fort de l'ensemble des manifestations de l'année 2005 à Nancy. Elle a été revisitée par quelques images historiques, mais elle a également été mise en image comme un lieu en pleine évolution à travers des photographies prises pendant sa rénovation. Ce travail revêtait plusieurs aspects qui sont repérables dans l'analyse des articles. Le premier concerne l'importance historique de la Place dans l'histoire de la Ville. Les journaux rappellent ainsi à plusieurs reprises les conditions de sa construction, ses évolutions et l'importance aujourd'hui de lui rendre son aspect d'antan. Les références à l'histoire sont ici des marques positives qui ont une fonction rassurante et légitimante. Le projet consiste en effet à effacer les traces du temps et des voitures pour « rendre la place aux Nancéiens ». Outre la dimension politique de ce projet, il est évident que la Place Stanislas a joué un rôle d'identifiant par rapport à la manifestation et, par extrapolation, par rapport à la ville elle-même. La majorité des images accompagnant les articles la mettent en scène soit pour elle-même soit comme décor à des portraits de personnalités ou à des événements. La place semble d'ailleurs vivre au rythme de ses habitants. Ce lieu de passage aussi bien que de station s'est ainsi vu présenté sous des habits de fleurs, agrémenté d'un sapin pour les fêtes de fin d'année ou lieu de rassemblement lors de la Saint-Nicolas. De même, le rapport des individus à la place a été restitué à travers des photos de passants, de terrasses... On essaie ainsi de médiatiser, de mettre en scène le processus de territorialisation. Le paroxysme de cette scénographie urbaine demeure sans conteste l'usage des murs des bâtiments de la Place Stanislas comme bâtiments écrans. Ces écrits qui prennent matérialité dans l'architecture nancéienne contribuent à valoriser cette architecture tout en mettant en avant les valeurs républicaines. Ainsi une cinquantaine d'articles renvoient au territoire et à son appropriation par les habitants, de même que pour compléter cette tendance, 23 articles traitent des produits en lien ou des produits dérivés de l'événement (qu'il s'agisse de livres, de timbres, voire de bières ou de médailles).

- 23 Il semble que le problème de décalage entre la perception immédiate et médiatisée du territoire (Pourtier, 1991) a été partiellement résolu par cette scénographie qui tente de joindre logique identitaire et logique d'appropriation, de territorialisation : logique universaliste et logique locale. On parvient à fusionner réappropriation physique et symbolique de la ville à travers la mise en image de cette réappropriation (ou en contribuant à cette réappropriation). La place Stanislas devient vecteur d'identification mais aussi de rêve.
- 24 Par ailleurs, cette dynamique est renforcée par la valorisation des usagers de ce même territoire. Qu'il s'agisse du territoire vécu par ses habitants ou bien de celui (re-)découvert par des touristes voire même par les médias étrangers, summum de la dimension autopromotionnelle, le territoire se présente alors dans les journaux comme creuset fédérateur d'un être ensemble porteur d'une dynamique supraterritoriale. Cette mise en scène déjà présente au sein-même du programme de l'événementiel (exposition de portraits d'habitants, « Tous en scène ») est relayée par son traitement médiatique : multiples portraits de visiteurs (23 portraits, qu'il s'agisse d'hommes, de femmes, de couples ou de familles), des membres de l'organisation, d'employés municipaux, etc.

Conclusion

- 25 La culture est ici envisagée par les médias locaux sous l'angle de la performance organisationnelle avec pour objectif un consensus social total, soit la conjugaison d'impératifs économiques – dont touristiques – et culturels tout en évacuant les questions politiques. Le traitement journalistique inscrit la culture dans une approche fonctionnelle allant même jusqu'à inviter tout acteur du territoire à s'impliquer. Le traitement de l'événementiel concourt à construire la culture comme un support de communication, visant à mobiliser les acteurs autour de dynamiques positives fortes. Par ailleurs, le choix d'un objet culturel et scientifique a également contribué à l'absence de polémique, puisque dans la continuité de l'esprit des Lumières, l'événementiel visait également à rendre le savoir accessible au plus grand nombre.
- 26 La médiatisation d'un événementiel de grande ampleur, tel que *Nancy 2005*, permet de constater la co-existence de deux logiques : celle de fédération, de mobilisation d'une population autour d'identités, de symboles, de valeurs communes et celle de performance organisationnelle et publicitaire, la construction d'une image du territoire.
- 27 Le déplacement qui s'opère du point de vue du rôle des médias tient moins au fait d'attirer le maximum de lecteurs que de s'adapter à une gestion du local reposant beaucoup plus sur la performance et le marketing que sur le politique. Ce mouvement s'opère d'un point de vue également visuel dans la représentation qui est donnée de « l'espace ». Ainsi, lorsque les journaux locaux mettent en scène des lieux emblématiques de la ville (la Place Stanislas), dans lesquels les acteurs locaux vivent, déambulent, agissent, ils en montrent une perception vivante. Dans un contexte de concurrence territoriale, la presse régionale, comme les autres acteurs locaux, intègre cette contrainte compétitive et joue son rôle d'acteur territorial par la mobilisation, symbolique et organisationnelle, autour de la culture. Ainsi le discours que produit la presse locale sur l'événementiel culturel participe traditionnellement d'une construction symbolique de signes d'appartenance et d'identification valorisant le territoire. Cependant, par son caractère communicationnel, en résonance avec les stratégies de communication des

porteurs de l'événementiel, il revêt un caractère performatif dans l'affirmation du succès de l'événement, la monstration de la performance organisationnelle, et concourt à mobiliser les différentes parties prenantes autour du territoire, ses acteurs, ses actions. La médiatisation de cet événementiel, par la mise en scène du consensus autour de la culture, traduit une volonté de fédération, en opposition probablement avec un discours politique qui tend plutôt, lui, à diviser. La PQR assume donc ici pleinement son rôle d'acteur et non pas seulement d'observateur de la vie locale comme si, dans un contexte territorial concurrentiel, les formes culturelles de l'identité locale nécessitaient de sa part un travail de valorisation, mais aussi de mobilisation des différents acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Appel V. et alii., (2008), *La mise en culture des territoires : nouvelles formes de culture événementielle et initiatives des collectivités locales*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 275 p.

Boulanger H., (2006), *La presse locale d'information générale et politique en Lorraine de 1945 à nos jours*, <http://www.univ-nancy2.fr/medial/pdf/textehboulanger.pdf>, date de la dernière visite : 20 mai 2011.

Bourdin A., (2000), *La question locale*, Paris, PUF, 256 p.

Cardy H., (1997), *Construire l'identité régionale. La communication en question*, Paris, L'Harmattan, 288 p.

Casilli A., (2010), *Les liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité ?*, Paris, Seuil, 332 p.

Chamard C. et Liquet J.-C., (2010), *L'image de marque des territoires comme indicateur de leur performance : des enjeux pratiques aux interrogations éthiques ?*, Paris, Symposium Centre d'Expertise et de Recherche Administrative de l'ENA « Performance et politique publique ».

Charaudeau P., (2005), *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 250 p.

Gellereau M., (2003), *Nous et les autres : les représentations des identités culturelles au service de nouveaux territoires ?*, in *Etudes de communication*, n° 26, pp. 54-68.

Gilly J.-P. et Perrat J., (2003), *La dynamique institutionnelle des territoires entre gouvernance locale et régulation globale*, in *Cahiers du GRES*, n° 5.

Launay J.-M., (1981), *L'Est-Républicain de 1944 à nos jours*, Thèse Université de Bordeaux 3, 1070 p.

Mabileau A., (2000), *Le local comme phénomène de société*, in *Sciences de la société*, n° 50/51.

Martin M., (2001), *Information locale et diffusion de la presse quotidienne régionale (fin du XIX^e et XX^e siècle)*, in Feyel G. (dir.), *La distribution et la diffusion de la presse du XVIII^e siècle au III^e millénaire*, Paris, Editions Panthéon-Assas.

Mercier A., (1990), in Criqui E., Laprèvote L.-P. et Roth F. (dir.), *Le quotidien dévoilé*, Jarville, Editions de l'Est, 317 p.

Mons A., (1992), *La Métaphore sociale : image, territoire, communication*, Paris, PUF, 270 p.

- Musso P.** (dir.), (2003a), *Critique des réseaux*, Paris, PUF, Collection « La Politique éclatée », 374 p.
- Musso P.** (dir.), (2003b), *Réseaux et société*, Paris, PUF, Collection « La Politique éclatée », 349 p.
- Pailliat I.**, (1993), *Les territoires de la communication*, Grenoble, PUG, 233 p.
- Pourtier R.**, (1991), *Imagerie, imaginaire et stratégies territoriales*, in Théry Hervé (dir.), *L'État et les stratégies du territoire*, Paris, Ed. CNRS, pp. 189-196.
- Raoul B.**, (2003), « Le développement des territoires au miroir de la communication : une problématique en perspective », in *Études de communication*, n° 26, pp. 15-30.
- Ruellan D. et Thierry D.**, (1998), *Journal local et réseaux informatiques. Travail coopératif, décentralisation, identité des journalistes*, Paris, L'Harmattan, 208 p.
- Stourdzé Y.**, (1977), *OLNI : Objet Local Non Identifié*, in Sfez L. (dir.), *L'objet local*, Paris, Union générale d'Éditions, pp. 426-440.
- Tétu J.-F.**, (1995), *L'espace public local et ses médiations*, in *Hermès*, n° 17-18, pp. 287-298.
- Toullec B.**, (2010), *Luxembourg 2007. Une médiatisation hétéroclite*, in Crenn G., Kmec S. et Deshayes J.-L. (dir.), *La construction des territoires en Europe – Luxembourg et Grande Région : avis de recherches*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, pp. 169-186.

NOTES

1. Ce GECT comprend la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhénanie Palatinat et la Wallonie, et la Communauté française et germanophone de Belgique.
2. Les économies de localisation s'expliquent par l'intérêt que représente pour une entreprise le fait de s'établir à proximité d'autres entreprises, bénéficiant ainsi des réseaux de transport déjà existants, etc. Les économies d'urbanisation s'expliquent par l'intérêt que peuvent avoir les entreprises dans des espaces où sont concentrées activités et populations.
3. À cet égard, on peut se reporter à Martin (2001).

RÉSUMÉS

Dans le cadre de certaines évolutions techniques, économiques ou administratives, la notion de territoire revêt de nombreuses dimensions qui rendent son appréhension complexe voire problématique pour tous les acteurs qui y participent. Une manière d'aborder le territoire peut être celle dont en rend compte un acteur historique, la presse locale, à partir d'un événementiel culturel d'envergure. Il s'agira d'analyser le rôle de la presse écrite locale dans un contexte de coopération/compétition des territoires et de cerner de quelle manière les logiques communicationnelles territoriales réinterrogent le travail informationnel de la presse et son rapport à l'individu.

In the recent context of economic, technical, and administrative changes, the concept of territory takes on varied dimensions that make it difficult to apprehend all of those working within it. One way of approaching this concept is to address it as the local press does by focusing

on a major cultural event. The purpose of this paper is to analyze the role played by the local press in a context of cooperation and competition between territories. This study aims at understanding how territorial communication challenges the informational work of the press and its relationship to the individual.

INDEX

Keywords : local press, events, culture, project organization, media coverage, territory

Mots-clés : presse quotidienne régionale, événementiel, culture, organisation projet, traitement médiatique, territoire

AUTEURS

VALÉRIE CROISSANT

ELICO – Université Lyon 2

Valérie Croissant, Laboratoire ELICO (Equipe lyonnaise en information et communication)

EA 4147, Université Lyon 2, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication. Ses recherches portent sur l'évolution des médias et des pratiques d'information. Adresse électronique : valerie.croissant@univ-lyon2.fr.

BÉNÉDICTE TOULLEC

CREM – Université Nancy 2

Bénédicte Toullec, CREM (Centre de recherche sur les médiations) EA 3476, Université Nancy 2, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication. Ses recherches portent principalement sur les processus d'innovation médiatique et sur la reconfiguration des relations interactorielles dans les processus de médiation dans l'espace local et grandrégional.

Adresse électronique : benedicte.toullec@univ-nancy2.fr.